

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## SIXIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 275<sup>e</sup>  
SEANCE

Vendredi 21 décembre 1951, à 15 h. 40

Palais de Chaillot, Paris

### SOMMAIRE

Réserves aux conventions multilatérales (suite) :

a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales] .....	135
b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874) .....	135

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

#### Réserves aux conventions multilatérales (suite)

##### a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales]

[Point 49, a\*]

##### b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874)

[Point 50\*]

1. M. MOUSSA (Egypte) déclare que les délégations de l'Egypte, ainsi que celles de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Liban, de la Syrie et du Yémen désirent ajouter, à la fin de l'alinéa b du point 3 de leur amendement commun (A/C.6/L.200) au projet de résolution des Etats-Unis (A/C.6/L.188), le membre de phrase suivant : « sans que la décision de chaque Etat puisse empêcher la participation à la convention des Etats qui ont fait des réserves ».

2. M. BUNGE (Argentine) déclare que l'addition de ce membre de phrase à l'amendement présenté par les pays arabes permet aux délégations de l'Argentine, de la Bolivie, de la Colombie, de Cuba, de l'Equateur, du Honduras, de la République Dominicaine et du Salvador de retirer l'amendement qu'elles avaient présenté en commun (A/C.6/L.191) au projet de résolution des Etats-Unis.

3. M. MAKTOS (Etats-Unis d'Amérique) accepte l'amendement présenté par les pays arabes (A/C.6/L.200) à son propre projet de résolution, avec la modification qui vient d'être apportée à cet amendement par le représentant de l'Egypte ; il accepte également l'amendement du Liban (A/C.6/L.189) relatif à l'insertion, dans les conventions, d'une clause prévoyant l'adhésion avec réserve ; tous ces amendements doivent donc être considérés comme incorporés au projet de résolution des Etats-Unis.

4. M. MAKTOS accepte également l'amendement du Venezuela (A/C.6/L.197/Rev.1) à condition que le mot « humanitaire » soit remplacé par le mot « analogue ».

5. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) désire connaître le sens exact du mot « analogue » qui lui paraît indûment restrictif ; parmi les conventions de caractère humanitaire, la délégation du Venezuela range, entre autres, les conventions relatives à la traite des esclaves, à l'esclavage, aux réfugiés et aux publications obscènes.

6. En outre, l'amendement des pays arabes (A/C.6/L.200), accepté par la délégation des Etats-Unis, tend à supprimer le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution des Etats-Unis ; or, l'amendement du Venezuela porte précisément sur ce paragraphe et M. Perez Perozo se demande, en conséquence, comment on peut accepter à la fois la suppression de ce paragraphe et l'amendement du Venezuela.

7. M. CASTANEDA (Mexique) fait observer que le paragraphe qui figure dans l'amendement du Venezuela pourrait être incorporé au projet de résolution des Etats-Unis, à la place du premier paragraphe du dispositif dont l'amendement des pays arabes demande la suppression.

8. M. MAKTOS (Etats-Unis d'Amérique) retire la proposition qu'a faite sa délégation d'accepter l'amendement du Venezuela (A/C.6/L.197/Rev.1), lequel devra donc être mis aux voix séparément.

9. M. KERNO (Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique) demande au représentant de l'Egypte si le membre de phrase ajouté à l'amendement des pays arabes est destiné à assuré l'application du système des Etats de l'Amérique latine ou celle du système préconisé par l'URSS ; en d'autres termes, il demande si un Etat ayant formulé une réserve serait exclu de la convention si toutes les parties contractantes présentaient des objections contre cette réserve.

10. M. MOUSSA (Egypte) estime que la réponse à la question que vient de poser M. Kernon est implicitement contenue dans le texte du membre de phrase qu'il vient d'ajouter à l'amendement des pays arabes. Il préfère laisser à chaque délégation le soin d'interpréter ce texte comme elle le désire.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

11. M. MAJID ABBAS (Irak) serait en faveur de l'addition du membre de phrase proposé par l'Egypte, si on le modifiait comme suit : « ...la participation à la convention des Etats qui ont fait des réserves déjà acceptées. »

12. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) fait observer qu'étant donné la complexité du texte du projet de résolution des Etats-Unis, sous sa forme amendée, et en raison aussi de l'ambiguïté du membre de phrase ajouté par l'Egypte à l'amendement des Etats arabes, il serait indispensable de distribuer le nouveau texte du projet de résolution aux membres de la Commission, avant de le mettre aux voix.

13. Mme BASTID (France) partage la façon de voir du représentant du Royaume-Uni. Lorsqu'on examinera le nouveau texte, il y aura lieu de ne pas perdre de vue un certain nombre de points. Il semble tout d'abord que le membre de phrase ajouté par le représentant de l'Egypte change le sens de l'amendement des Etats arabes en introduisant le système de l'Amérique latine ou le système suggéré par l'URSS, au lieu de laisser à chaque Etat le soin de tirer les conséquences juridiques des réserves formulées. L'une ou l'autre interprétation signifie que l'Assemblée se prononcerait sur le droit. Mme Bastid fait remarquer que l'Assemblée générale n'est pas compétente pour modifier le droit existant ; seule une convention peut le faire. En second lieu, le texte du projet de résolution des Etats-Unis, sous sa forme amendée, n'invite pas le Secrétaire général à s'inspirer de l'avis de la Cour<sup>1</sup> en ce qui concerne la Convention sur le génocide et ne précise pas si la nouvelle règle doit s'appliquer aux conventions déjà déposées auprès du Secrétaire général.

14. M. HOLMBACK (Suède) appuie également la suggestion du représentant du Royaume-Uni. Il faudrait différer le vote pour permettre aux membres de la Commission d'examiner le texte écrit, en raison notamment du nouveau membre de phrase proposé par le représentant de l'Egypte.

15. Répondant à une question du PRESIDENT, M. MAK-TOS (Etats-Unis d'Amérique) explique que le projet de résolution de la délégation, compte tenu des amendements qu'elle a acceptés, se présente de la façon suivante : le premier paragraphe du préambule initial (A/C.6/L.188) est maintenu ; la phrase contenue dans le point 1 de l'amendement des Etats arabes (A/C.6/L.200) remplace le deuxième paragraphe du préambule initial ; les paragraphes 1 et 2 du dispositif initial sont supprimés, conformément au point 2 de l'amendement des Etats arabes ; le paragraphe contenu dans l'amendement du Liban (A/C.6/L.189) remplace le paragraphe 3 du dispositif initial ; enfin, le texte contenu dans le point 3 de l'amendement des Etats arabes, avec le membre de phrase supplémentaire proposé par le représentant de l'Egypte, rem-

place le paragraphe 4 du dispositif initial. Etant donné que le texte écrit de tous ces paragraphes, à l'exception du membre de phrase supplémentaire, est déjà entre les mains des membres de la Commission, M. Maktos pense qu'il n'est guère nécessaire de suspendre la séance pour attendre que le texte complet soit préparé.

16. M. ROLING (Pays-Bas), appuyant la suggestion du représentant du Royaume-Uni, rappelle que, conformément aux dispositions de l'article 119 du règlement intérieur, le texte écrit des propositions doit être, en règle générale, communiqué la veille de la séance. M. Røling propose donc l'ajournement de la séance, ce qui signifierait que le vote aurait lieu après Noël.

17. M. P.D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole sur une motion d'ordre, fait observer que les motions de suspension de séance ont priorité sur les motions d'ajournement de séance. Il propose donc la suspension de la séance, pendant que l'on prépare le texte écrit du nouveau projet de résolution des Etats-Unis.

*Par 28 voix contre 3, avec 17 abstentions, la motion de suspension de la séance est adoptée.*

*La séance est suspendue à 16 h. 20 ; elle est reprise à 17 h. 50.*

18. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le nouveau texte remanié du projet de résolution des Etats-Unis (A/C.6/L.188/Rev.1) contenant les amendements qui figuraient à l'origine dans les documents A/C.6/L.189 et A/C.6/L.200 ainsi que l'amendement soumis verbalement par le représentant de l'Egypte au début de la séance. Il ne reste donc que deux textes séparés d'amendements au projet de résolution des Etats-Unis, à savoir l'amendement du Royaume-Uni (A/C.6/L.190) et celui du Venezuela (A/C.6/L.197/Rev.1).

19. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni), prenant la parole sur une motion d'ordre, propose l'ajournement de la séance. Il estime que l'heure est trop avancée pour que la Commission prenne une décision ; il serait donc préférable de différer le vote jusqu'à la reprise des travaux, après les vacances de Noël. Le nouveau texte qui vient d'être distribué exige un examen très soigneux ; il se pourrait qu'il soit nécessaire, étant donné les changements apportés à ce texte, d'introduire quelques modifications dans l'amendement du Royaume-Uni au projet de résolution initial des Etats-Unis.

*Par 23 voix contre 15, avec 9 abstentions, la motion d'ajournement de la séance est adoptée.*

20. Le PRESIDENT regrette qu'il n'ait pas été possible de prendre une décision avant les vacances et il espère que la Commission se prononcera rapidement sur la question lorsqu'elle reprendra ses travaux.

*La séance est levée à 18 heures.*

<sup>1</sup> Voir *Réserves à la Convention sur le génocide, Avis consultatif* : C.I.J., Recueil 1951, p. 15.